



ÉVÈNEMENT FRANCE

Pourquoi les classes et les enfants d'abord

L'exécutif justifie sa décision de rouvrir progressivement les écoles à partir du 11 mai par un souci de ne pas creuser davantage les inégalités entre élèves.

L'école, point sensible du confinement. Dans sa première allocution, le 12 mars, le chef de l'Etat annonçait que la France traversait sa «plus grave crise sanitaire depuis un siècle». Alors guidé par le seul principe de «la confiance dans la science», il annonçait, pour réduire la propagation de l'épidémie, la fermeture «jusqu'à nouvel ordre» de tous les établissements scolaires. Un mois plus tard, alors que la progression de l'épidémie semble maîtrisée, Macron a annoncé lundi «le début d'une nouvelle étape» qui permet d'envisager, à partir du 11 mai, la réouverture «progressive» des crèches, écoles, collèges et lycées. «C'est pour moi une priorité car la situation actuelle creuse des inégalités», a-t-il ajouté. Globalement, cette troisième allocution, suivie par près de 37 millions de téléspectateurs, a été plutôt bien accueillie, en tout cas bien moins sévèrement que les deux précédentes, jugées par beaucoup, et pas seulement dans l'opposition, inutilement théâtrales et guerrières. Mardi matin, la droite se félicitait

que Macron ait su faire preuve d'un peu d'humilité et de pédagogie en esquissant, comme l'a constaté le patron des députés LR Christian Jacob, «un calendrier sur le déconfinement sur la base de données scientifiques».

«CHAIR À CANON»

Mais les critiques, en particulier à gauche, ont été vives concernant la réouverture des écoles. Jugeant beaucoup trop rapprochée l'échéance du 11 mai, les députés insoumis Adrien Quatennens et Alexis Corbière ont accusé l'Elysée d'avoir cédé «aux injonctions du Medef». Sur Twitter, le socialiste François Kalfon a lui jugé que Macron traite les professeurs comme «de la chair à canon» pour complaire au CAC 40. Ces attaques politiques font écho aux questions et à l'inquiétude exprimées dès lundi soir par plusieurs représentants des enseignants. Ils font valoir que les écoles sont des lieux «de haute contamination» et qu'il risque d'être particulièrement difficile d'imposer les gestes barrières dans les classes et dans les cours de récréation. «Si



début mai, nous constatons que toutes les conditions sanitaires ne sont pas réunies, nous nous opposerons à la réouverture», a ainsi prévenu le Snalc, syndicat des professeurs du second degré.

L'annonce d'une réouverture des écoles a d'autant plus surpris que, se fondant sur des informations parues dimanche dans *le JDD*, beaucoup d'enseignants et de responsables politiques tenaient pour acquis que les cours ne reprendraient plus avant septembre. Cette idée s'étant installée, la date du 11 mai a soudain paru, par contraste, dangereusement rapprochée. *«Ce que j'espère, c'est qu'il y ait classe avant l'été. On travaille beaucoup sur ce scénario-là»,* avait déclaré jeudi le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer. La décision devait selon lui se prendre *«en fonction de ce que diront les autorités sanitaires»*. Dans son allocution de lundi, Emmanuel Macron n'a pas fait mention de l'avis de son conseil scientifique sur ce point. Selon une source gouvernementale, il est *«probable»* que certains membres du conseil scientifique aient pu se prononcer pour une rentrée en septembre.

Mais l'Élysée assume le caractère politique d'une décision qui peut se résumer à la recherche d'un équilibre entre trois exigences : comment réduire au maximum le nombre de victimes, tout en retardant le moins possible le redémarrage de l'activité, et en prenant en compte la question de l'éducation et des inégalités qui se creusent pendant le confinement. *«Trop d'enfants, notamment dans les quartiers populaires et dans nos campagnes, sont privés d'école sans avoir accès au numérique et ne peuvent être aidés de la même manière par les parents. Dans cette période, les inégalités de logement, les inégalités entre familles sont encore plus marquées. C'est pourquoi nos enfants doivent*

pouvoir retrouver le chemin des classes», a déclaré Macron lundi, tout en renvoyant au gouvernement le soin de définir, *«dans la concertation, une organisation qui protège nos enseignants et nos enfants, avec le matériel nécessaire»*. Le ministre Blanquer s'y est efforcé mardi soir à la télévision.

«PEUT-ÊTRE...»

Plus tôt à l'Assemblée nationale, le gouvernement a été plusieurs fois interpellé par l'opposition sur les annonces présidentielles de la veille. Le ministre de la Santé, Olivier Véran, a garanti que les arbitrages présidentiels n'étaient en rien dictés par une *«logique économique»*. S'agissant des écoles, le Premier ministre a été d'une extrême prudence. Il a confirmé que le déconfinement serait *«progressif»* et qu'il pourrait se traduire *«par une forme adaptée de réouverture des écoles»*. *«Peut-être, peut-être...»* a-t-il deux fois répété. Un pari à plusieurs inconnues.

ALAIN AUFFRAY



Olivier Véran, ministre de la Santé, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education, et Adrien Taquet, secrétaire d'Etat, à l'école Louise-Michel d'Issy-les-Moulineaux, le 11 mars. PHOTO HAMILTON REA